

Pour un nouvel âge de l'énergie, une nouvelle génération du service public

Les questions énergétiques sont plus que jamais au cœur des enjeux de société et de civilisation. Plus que jamais parce qu'elles l'ont toujours été, de la maîtrise du feu à l'invention de la vapeur, en passant par la roue. Mais la crise écologique majeure que traverse notre planète pose cette question de manière nouvelle et aigüe.

Nous avons besoin d'énergie pour nous déplacer, nous chauffer, communiquer, produire, nous alimenter... Les questions énergétiques embrassent des pans entiers de notre vie. Elles sont la cause majeure d'émission de CO₂. Pour notre pays, 75 % de l'énergie consommée provient d'une énergie carbonée, 25 % d'une énergie décarbonée, pour l'essentiel l'électricité. Dans le même temps, 5 millions de foyers en France vivent dans la précarité énergétique, entraînant souvent des problèmes de santé.

La crise du Covid a mis en évidence la réalité de la désindustrialisation de notre pays, que ce soit avec le manque de masques ou les pénuries de médicaments. Ce n'est là que le sommet émergé de l'iceberg de cette réalité. Si une prise de conscience appelle à une relocalisation d'un certain nombre de productions, si nous souhaitons une relance industrielle forte dans notre pays, alors les besoins énergétiques iront croissants.

Il y a et il y aura donc, dans l'ensemble, besoin de plus d'énergie dans notre pays.

Pour répondre à la contradiction entre ce besoin et la production de carbone, l'électricité décarbonée est aujourd'hui la réponse évidente. D'autant plus évidente que cette électricité décarbonée est déjà très largement majoritaire dans notre pays, en premier lieu avec le nucléaire, mais également l'hydraulique, le solaire ou l'éolien.

Le mix énergétique français tel que construit au fil de l'histoire est sans aucun doute un modèle en la matière, même si des critiques peuvent être émises. La production française répond aux besoins de la population française, avec les limites que j'ai évoquées, mais également à celle de nos voisins, en premier lieu allemand. La France reste le premier exportateur d'électricité en Europe.

Autrement dit, les décisions sur le devenir de notre électricité peuvent avoir des conséquences à Berlin comme à Madrid, comme l'arrêt du nucléaire allemand a eu des conséquences directes en France.

Notre pays est aujourd'hui à la croisée des chemins. Les décisions qui seront prises dans les six mois qui viennent, tant pour EDF mais également pour General Electric, peuvent être lourdes de conséquences.

Conséquences sur la souveraineté énergétique de la France, par là-même sur la lutte contre le réchauffement climatique, mais également sur l'emploi lié à l'industrie électrique dans notre pays. C'est donc le développement même de notre pays qui est posé.

Face à cet enjeu, notre parti doit être en capacité de porter un projet pour le devenir énergétique de notre pays à la même hauteur que ce que nous avons été capable de faire en 1945 au moment de la reconstruction de la France avec la création d'EDF et GDF. Ce travail a été entamé par nos parlementaires, au sein des deux assemblées, par la commission énergie du Parti et nos revues. Il doit devenir l'affaire de tous les communistes. C'est le sens de ce rapport.

I. Décryptage synthétique du projet Hercule

Ce projet consiste en un démantèlement de l'entité EDF. D'un côté EDF bleu avec les activités de production nucléaire, et de l'autre EDF vert avec Enedis, Dalkia, EDF renouvelable, la direction commerce d'EDF.

Cette opération vise essentiellement à répondre à des exigences de rentabilité pour les marchés financiers. Les activités pouvant assurer un retour sur investissement rapide seraient privatisées avec des prises de participations dans l'entreprise, alors que les investissements lourds comme le grand carénage (allongement de la durée de vie des centrales nucléaires) ou la construction des EPR seraient assurés par EDF bleu.

De fait, cette entreprise prendra tous les risques financiers avec des investissements à long terme, alors que les capitaux privés seront, eux, mis à l'abri.

En d'autres termes, ce projet, en lien avec la mise en concurrence déjà existante, vise à assurer une rente au capital, l'exonérant de tout investissement majeur.

Le projet Hercule vient parachever des politiques mises en place depuis de nombreuses années qui ont mis en grande difficulté EDF.

Lors de la réforme de 2004, EDF a perdu son statut d'EPIC pour être transformé en SA avec une introduction en Bourse d'une partie de son capital ; dans le même temps a été créé RTE.

En 2008 est créé ERDF, transformé depuis en Enedis, qui sépare juridiquement les activités de production de celles de distribution.

Dans le cadre de la mise en concurrence, la loi NOME crée l'Accès régulé à la production nucléaire historique (ARENH). L'ARENH oblige EDF à céder un quart de sa production nucléaire à ses concurrents. Ce procédé était justifié par le fait de permettre à la concurrence de réaliser ses propres investissements.

Dans les faits, cette politique a été désastreuse pour l'entreprise. D'une part, les prix ont été bloqués, ne permettant de couvrir les coûts ; d'autre part, elle a été un effet d'aubaine pour les grands groupes comme Total, Engie ou ENI, jouant sur les prix à la Bourse de l'électricité, rachetant parfois l'électricité à prix bradé par EDF.

C'est en fait une opération de pillage du service public qui s'est opérée avec ARENH au profit des grands groupes, sans que ceux-ci n'investissent de manière sérieuse dans la production d'électricité.

La réforme actuelle vise donc à faire perdurer dans la durée ce système, aboutissant à une privatisation totale de la distribution d'électricité. Cela aurait des conséquences graves sur le prix de celle-ci alors que nous avons une des électricités les moins chères d'Europe, des conséquences sur l'emploi, enfin sur les territoires avec les contrats de DSP de Dalkia ou les contrats de concession Enedis.

Cette architecture pourrait, à terme, mettre en grande difficulté financière EDF bleu. Aujourd'hui le gouvernement annonce des investissements dans l'EPR. Mais qu'en sera-t-il demain ?

Le débat sur la sobriété énergétique ou contre le nucléaire, à l'image du rapport de l'ADEME sur le mix énergétique 100 % renouvelable, pourrait fragiliser la nouvelle société.

Je voudrais vous alerter sur ce qui est en train de se construire, en terme idéologique, sur les questions énergétiques. En effet, le débat autour de la sobriété énergétique ou de territoire auto-suffisant cache des logiques de fond dangereuses, qu'il nous faut combattre notamment dans nos collectivités.

En effet, en partant du juste combat contre le réchauffement climatique, il n'est fait aucune distinction entre les consommations d'énergies. Dans les faits, c'est

l'électricité qui est impactée par ces politiques, alors qu'elle est la réponse efficace au défi énergétique. Il se cache derrière cette vision un malthusianisme énergétique qui n'est pas en adéquation avec les besoins existants et à venir. De même que la logique d'autosuffisance rompt les logiques de solidarités au cœur même de la logique de service public. Cette vision peut, par contre, s'accorder avec une régionalisation qui, sous cette forme, pourrait avoir de graves conséquences pour les habitants des territoires.

Ce projet Hercule est à mettre en parallèle avec la situation de General Electric. Même s'il n'y a pas de coordination entre les deux, le démantèlement, d'un côté, d'EDF et la disparition à terme de GE sur le territoire français, obèrerait fortement l'indépendance énergétique de la France. EDF bleu deviendrait directement dépendante des développements industriels étrangers (russes, américains, Chinois...), tant dans l'hydraulique que le nucléaire. Ce sont des milliers d'emplois qui sont en jeu, et le devenir même d'une filière industrielle électrique sur notre territoire qui, jusqu'il y a quelques années, était un fleuron mondial.

Un mot sur le rôle de l'UE et la Commission européenne. Oui, celles-ci sont responsables, notamment par les directives de déréglementation, dès les années 90. Cependant, la France avait largement les moyens de s'opposer à ces directives. Comme je l'ai déjà évoqué, nous sommes un pays exportateur d'électricité ; il n'y a pas de politique énergétique dans l'ouest européen sans tenir compte de l'avis de la France. Celle-ci, si elle l'avait voulu, avait les moyens de s'opposer à ces politiques. C'était vrai hier, ça l'est encore aujourd'hui. Il y a donc bien une convergence de vues entre les différents gouvernements et les différentes commissions qui se sont succédé. Le choix de l'ouverture à la concurrence et celui du démantèlement d'EDF est bien celui de gouvernements au service des marchés financiers.

La situation présentée ne se veut pas dramatique mais pourrait conduire à une situation grave à court terme.

Les politiques mises en œuvre par l'État, qu'il soit national ou supranational, au service des marchés financiers et de la rentabilité, déconstruisent la réponse aux besoins pour tous qui avait été mise en place avec la création d'entreprises publiques dominées par des critères publics. Les logiques de rentabilité avaient déjà gangrené l'entreprise publique bien avant la mise en concurrence, faisant le lit de la situation actuelle. En laissant la main aux directions et à la seule logique de l'État propriétaire, nous nous sommes désarmés face aux attaques des logiques néo-libérales.

Il y a donc aujourd'hui urgence à porter un projet alternatif qui porte la réponse aux besoins de tous, tout en relevant le défi de l'urgence climatique.

II. Propositions pour un nouveau service public de l'énergie

Face à cette attaque frontale du capital contre un service public majeur de notre pays, il faut être en capacité d'apporter une réponse cohérente qui montre qu'une autre voie que celle de la rentabilité peut exister. En premier, parce que ce qui dicte notre démarche est celle de la réponse aux besoins et à la décarbonation de la consommation énergétique. Or ces besoins vont être immenses à l'avenir.

Il faut, bien sûr, viser au maximum les économies d'énergie, c'est cas notamment dans le cadre de l'habitat. Aujourd'hui, les rénovations de l'habitat sont très en dessous de nos possibilités et des exigences de la lutte contre le réchauffement climatique. Il faut donc inlassablement répéter, comme le fait Fabien dans ses

passages médias, que la politique en la matière n'est pas à la hauteur des discours du gouvernement.

Mais ces économies faites, les besoins n'en demeureront pas moins immenses. C'est vrai pour les 5 millions de foyers vivant dans la précarité énergétique, mais c'est vrai aussi si nous voulons mettre en œuvre une politique de développement industriel sur notre territoire. Enfin c'est vrai si nous voulons à terme remplacer les énergies carbonées par de l'électricité décarbonée.

En prenant le seul exemple des déplacements, les solutions se font jour pour que demain, nous puissions remplacer le moteur thermique, que ce soit avec les voitures électriques à batterie lithium ou demain avec des voitures, bus, camions à hydrogène. Dans un cas comme dans l'autre, il faudra produire de l'électricité.

Nous arrivons aujourd'hui à la maturation de certaines technologies, d'autres demanderaient encore quelques années de recherche, ce qui est le cas du projet Astrid qui permettrait le développement de réacteur de 4^e génération. Cette quatrième génération permettrait, entre autres, de produire de l'électricité en utilisant les déchets nucléaires, nous assurant ainsi 1000 ans de production.

Il y a donc urgence à relancer la recherche et développement, en y impliquant tous les acteurs concernés.

Le mix énergétique, tel que nous le préconisons :

À grand traits je vous renvoie à notre contribution lors de la consultation pour la programmation pluriannuelle de l'énergie. Voilà ce que nous disions :

« Le PCF agit pour un mix énergétique diversifié, prenant en compte le niveau de maturité des différentes technologies, leur bilan énergétique et écologique sur tout leur cycle de vie : fabrication, utilisation, démantèlement, recyclage, et privilégiant les moins émettrices de CO₂. C'est tout particulièrement vrai pour l'énergie électrique dont le stockage indirect reste difficile et coûteux, nécessitant de mobiliser différentes sources de production. Nous sommes favorables au développement des énergies renouvelables, au côté de notre mix énergétique historique, d'origine nucléaire et hydraulique. »

Mais autant se le dire tout net, oui il faut un mix énergétique, oui nous devons utiliser toutes les potentialités qui nous sont offertes, le solaire, l'éolien, mais il n'y aura de transition énergétique réussie sans utiliser toutes les potentialités de l'énergie nucléaire. C'est vrai en France, mais aussi à l'échelle mondiale.

Ce débat, nous devons l'avoir avec la population mais aussi avec nos partenaires européens.

Plus que jamais dans ces circonstances, l'outil « service public » est la réponse pertinente pour répondre à l'ensemble des besoins. Dans le cadre d'une nouvelle planification, extraite des exigences de rentabilité et tournée entièrement vers la réponse aux besoins et l'urgence climatique, il est l'outil à même de relever ce défi. Celui d'assurer la production, la distribution d'électricité, tout en réalisant les investissements lourds pour le grand carénage ou les 6 EPR nécessaires, mais également en assurant la diversification énergétique.

C'est bien le caractère d'entreprise intégrée qui permet l'efficacité de la réponse. L'endettement en la matière n'est pas un problème, s'il correspond à des investissements utiles, remboursés dans la durée par la consommation d'électricité. À ce titre, il n'y a pas besoin d'un investissement étatique mais le système bancaire peut répondre à ces besoins, et notre proposition de fonds européen trouve toute sa pertinence et son utilité. Pour mémoire, l'ensemble des centrales existantes ont été financées par le crédit et non par des subsides de l'État.

Cela pose bien évidemment la question du statut juridique de l'entreprise et le besoin d'un retour en EPIC, acte fort et symbolique, mais nous ne pouvons en rester à cela au risque de retomber dans les mêmes travers. Cela exige donc d'inscrire dans les missions de l'entreprise l'urgence climatique et la réponse aux besoins de la population et des entreprises, en bannissant toute logique de rentabilité.

Plus globalement, cela exige de créer les conditions d'un nouveau type de service public qui ne soit pas la propriété de l'État soumis aux exigences des marchés financiers, mais une propriété collective. C'est une question d'ambition de société et d'efficacité du service public. Pour cela, il faut aller vers un vrai service public démocratisé, qui associe, dans la décision et la gestion, les salariés, les usagers, les collectivités locales.

Cela appelle aussi à sortir l'opérateur public des logiques de concurrence, tant au niveau européen qu'au niveau mondial. Les besoins, l'urgence climatique sont partout les mêmes. Au niveau européen, il pourrait être un outil et un modèle pour de nouvelles coopérations à partir des missions citées auparavant. C'est vrai pour la production, mais également pour la recherche et développement en lien avec Framatome et le CEA.

Nous devons faire grandir l'idée que les réponses doivent se coordonner, en les extrayant des logiques de rentabilité.

Il s'agit donc de porter l'exigence d'un service public de nouvelle génération, outil pour répondre aux défis de la période. Il s'agit en la matière d'inscrire notre ambition dans les pas de Marcel Paul, non pour bégayer mais en poussant plus loin, en se mettant au diapason des réalités actuelles.

III. Bataille du PCF à la croisée de l'histoire et d'une nouvelle page du communisme

Il y a donc nécessité que dans les jours, les semaines qui viennent, nous nous inscrivions dans la bataille qui a déjà commencé. D'ores et déjà, nos parlementaires ont été à l'initiative. C'est le cas au Sénat avec la loi sur la précarité énergétique, mais aussi à l'Assemblée avec l'audition à l'initiative du groupe ou les multiples interventions.

Ces prises d'initiatives ont été largement appréciées par les syndicalistes. Les contacts que nous avons eus avec les camarades de la CGT montrent une volonté de montée en puissance dans les semaines qui viennent, tant sur le projet Hercule que sur le plan Camadieu, et de construire les conditions d'une lutte forte.

Outre l'action de nos parlementaires, nous devons prendre toute notre place dans cette bataille, avec l'ambition, à partir de ce que nous portons, de nourrir la lutte, le débat, d'élargir le rassemblement.

Cela demande donc d'articuler notre action avec le mouvement syndical, mais également d'avoir notre propre prise d'initiatives, en faisant valoir notre propre vision, mais avec l'ambition de construire un mouvement majoritaire. Cela exige aussi de notre part de faire vivre notre projet sans qu'il soit en déconnexion avec la réalité et la vie des salariés.

À ce titre, notre discours, notre expression ne peuvent être tout à fait les mêmes en direction des salariés de l'énergie et le reste de la population. Leur point de départ, leur réalité ne sont pas les mêmes.

La question du prix de l'électricité est sans doute la meilleure porte d'entrée auprès de l'ensemble de la population, pour conduire à la nécessité d'un service public de nouvelle génération.

Cela ne peut être la même pour les salariés.

Tout cela exige donc de mettre les communistes en mouvement. Nous le savons tous ici, il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton. Par contre, nous avons aussi l'expérience que lorsque les communistes maîtrisent les enjeux, ils sont une force incroyable. Il faut donc les aider à maîtriser les débats et les enjeux que j'ai développés, non pour s'inscrire dans une simple bataille défensive, mais au contraire pour porter toute l'originalité du projet communiste en prise avec les réalités de notre temps. De porter le besoin objectif de transformations profondes et, pour les réaliser, d'avoir un parti communiste fort.

En d'autres termes, il faut aider les communistes à se décomplexer, à être à l'offensive.

À ce titre, la bataille sur General Electric doit nous mettre à l'aise. L'intervention de nos parlementaires, de notre secrétaire national, le travail de fourmis réalisé sur le terrain, la force de propositions avec la pétition initiée par le Parti ont fait de notre parti une force reconnue, utile aux salariés, incontournable.

Je ferai en conclusion des propositions pour aider à cette mise en mouvement et maîtrise collective. Mais nous pouvons déjà inscrire dans nos agendas les états-généraux de l'énergie qui auront lieu le 13 février. Ils peuvent être un moment fort de réflexion et d'appropriation collective, mais aussi un moment fort de mobilisation, un outil dans la lutte, tant pour le devenir d'EDF que de GE.

Nous devons nous saisir de ces batailles pour progresser collectivement dans notre réflexion, tant sur les idées que sur les pratiques que nous développons. Nous souffrons trop d'une activité qui est, à bien des égards, trop mécanique. Invitons les communistes à réfléchir aux matériels qu'ils produisent, aux gestes qu'ils construisent.

Les initiatives de solidarité nous ont montré que face à une difficulté, nous pouvons être inventifs. Il faut que cet état d'esprit de réflexion sur nos pratiques traverse le Parti, cela doit être aussi le cas dans une bataille nationale d'envergure. Regardons ce qui accroche, ce qui aide à faire bouger les lignes, ce sur quoi on bute. Soyons capables, en fonction de la réalité, d'ajuster notre intervention pour être une force utile.

Je voudrais faire ici une parenthèse sur la question RIP à l'initiative du groupe socialiste. Celui-ci n'apparaît pas pertinent et ce pour deux raisons. Premièrement, dans le timing de la bataille qui s'ouvre et les conditions sanitaires, il serait sans doute voué à l'échec. Deuxièmement, parce qu'il enferme trop le débat sur la seule question de la sécabilité d'EDF, alors qu'il faut faire monter le débat sur les besoins et les moyens d'y répondre.

Dans cette bataille, nos élus peuvent prendre une place particulière. J'ai évoqué l'action de nos parlementaires, mais les élus locaux peuvent aussi prendre leur part. C'est vrai dans les conseils régionaux, mais aussi dans les communes et les EPCI où Enedis est concessionnaire obligatoire. Nous pouvons y faire des interventions et, les cas échéants, faire voter des motions. Nous pouvons, là aussi, montrer toute l'originalité des élus communistes en articulation avec le Parti.

Enfin, cette bataille va venir percuter les échéances électorales. Nous devons veiller à ce que nos candidats soient à l'aise avec cette question.

Mais cette bataille doit aussi nous aider à faire de cette question un enjeu majeur des élections présidentielle et législatives, quels que soient les choix que feront les communistes. Cette question était trop longtemps mise de côté dans le débat ou prise de la plus mauvaise des manières. Nous pouvons, lors de ces échéances, porter notre projet sur l'énergie qui marque une originalité directement en opposition aux logiques du capital et des politiques néo-libérales.

Plan de travail pour la bataille « Pour un nouvel âge de l'énergie, une nouvelle génération du service public »

Animation :

- Coordination d'animation de la campagne (Valérie Goncalvez, Jérémy Giono, Julien Chouet, Évelyne Ternant, Virginie « Neuer », Aymeric Seassau, Fred Mellier...) en lien avec les référents régionaux. Il sera chargé d'aider les référents dans l'animation en direction des fédérations et d'être force de proposition d'initiatives nationales.
- Prévoir des temps fort avec le secrétaire national (sur le terrain, débat facebook)
- S'inscrire dans la bataille du référendum sans en faire la pièce maîtresse.
- États-généraux de l'énergie (prévus le 13/2)
- Prévoir une nouvelle initiative sur les barrages (contre la privatisation).

Élus :

- Travailler à des motions et interco en lien avec les concessions d'électricité.
- Prévoir un temps fort avec les élus régionaux en mettant en perspective les élections régionales.
- relancer des campagnes locales en direction des familles en situation de précarité énergétique

Communication interne/formation des communistes :

- Argumentaire en direction des exécutifs départementaux et secrétaires de sections.
- Vidéo courte (5mn) de formation en direction des communistes à réaliser en interne.
- Soirée de formation en visio dans les 13 régions françaises (Valérie, Amar, Alain...).
- Compiler articles de *Progressistes* et *Éco-Po* pour faire un numéro spécial (regarder la faisabilité financière).
- Fiche argumentaire pour les directions départementales.

Communication externe :

- 4-pages national
- Vidéo Fabien Roussel, Valérie Goncalvez, Sébastien Jumel, Fabien Gay (objectif réseaux sociaux occuper le terrain)
- Travailler Visuel réseaux sociaux
- Faire modèle pour des banderoles
- Travailler un autocollant, travailler un visuel identifiant